



PRÉFET DU RHÔNE

**Direction départementale des
Territoires du Rhône**

Lyon, le

24 FEV. 2016

Service Eau et Nature

Mission Guichet Unique et Politique de Contrôle

ARRETE

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général, au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement, et à l'autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, sollicitées par le Syndicat de Rivières Brévenne Turdine (SYRIBT) en vue d'être autorisé, au titre des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, à réaliser des travaux de dérasement du seuil Sapéon sur le cours de la Turdine au sein du centre historique de la commune de
L'ARBRESLE

*Le Préfet de la zone de défense sud-est,
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.211-7, L.122-1, L. 123-1, L.214-1 à 6, R.123-1 à R.123-27, R.214-1 à 56, R.214-88 à R.214-103 ;

VU l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2014-751 du 1^{er} juillet 2014 d'application de l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 ;

VU le décret du 5 mars 2015 portant nomination de M. Michel DELPUECH en qualité de préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel DELPUECH en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015082-0015 du 2 avril 2015 portant délégation de signature à M. Xavier INGLEBERT, préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015082-0018 du 2 avril 2015 portant délégation de signature à M.Denis BRUEL, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;

VU la demande présentée le 20 novembre 2015 par le SYRIBT portant sur la déclaration d'intérêt général des travaux visés ci-dessus, et l'autorisation de les réaliser (rubriques 3.1.2.0, 3.1.4.0, 3.1.5.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R 214-1 du code de l'environnement sous le régime de l'autorisation) ;

VU l'accusé de réception du dossier délivré le 23 novembre 2015 ;

VU l'addendum au dossier fourni le 24 décembre 2015 ;

VU les avis des services et organismes consultés ;

VU le dossier comprenant une demande d'autorisation, une déclaration d'intérêt général et une étude d'impact déclaré complet et régulier ;

VU la saisine du président du tribunal administratif par courrier du 27 janvier 2016 ;

VU l'avis de l'Autorité environnementale émis au titre des articles L.122-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU la liste des personnalités susceptibles d'être désignées pour exercer sur l'étendue du département du Rhône les fonctions de commissaire-enquêteur au cours de l'année 2016 ;

VU l'ordonnance du président du Tribunal Administratif de Lyon n°E 16000025/69 reçue le 18 février 2016 désignant un commissaire-enquêteur et un commissaire-enquêteur suppléant ;

Sur la proposition de M. le directeur départemental des territoires du Rhône ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Il est procédé à une enquête publique, dans les formes prescrites par les textes susvisés, sur la demande présentée par le SYRIBT, en vue d'être autorisé à réaliser des travaux de dérasement du seuil Sapéon sur le cours de la Turdine au sein du centre historique de la commune de L'ARBRESLE.

Le projet s'inscrit dans le cadre des actions prévues dans le contrat de rivières Brévenne-Turdine pour réhabiliter, protéger et mettre en valeur les milieux aquatiques et riverains.

Les travaux qui consistent à démanteler l'ouvrage, pour un gain écologique (rétablissement des continuités), et hydraulique (diminution de l'aléa inondation), impliquent un réaménagement du lit du de la Turdine, un réajustement de profil en long, et un confortement des berges adapté.

ARTICLE 2 : Cette enquête est ouverte pendant une durée d'un mois, du 21 mars au 20 avril 2016 inclus.

ARTICLE 3 : Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée peut consulter le dossier en mairie de L'ARBRESLE, aux jours et heures ouvrables d'ouverture au public. Des informations peuvent être demandées auprès de Mme Betty CACHOT, chargée de mission contrat de rivière/responsable structure, à l'adresse suivante : betty.cachot@syribt.fr et de M. Mickaël BARBE, technicien rivières, mickael.barbe@syribt.fr, joignables au n° 04.37.49.70.85.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication d'un exemplaire du dossier d'enquête.

ARTICLE 4 : Mme Isabelle VASTRA-BEGUE, chargée d'études en environnement désignée en qualité de commissaire-enquêteur titulaire, se tient à la disposition du public en mairie de L'ARBRESLE, aux dates et heures suivantes :

| | |
|------------------------|---------------|
| Lundi 21 mars 2016 | 9h à 11h |
| Samedi 2 avril 2016 | 9h à 11h |
| Jeudi 7 avril 2016 | 14h à 16h |
| Mercredi 20 avril 2016 | 15h30 à 17h30 |

M. Michel TIRAT, ingénieur hydrogéologue-gérant d'une société de conseil en environnement, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

ARTICLE 5 : Le public peut consigner ses observations :

- sur le registre d'enquête ouvert à cet effet en mairie de L'ARBRESLE
- ou par courrier adressé au commissaire-enquêteur à l'adresse de la mairie de L'ARBRESLE, siège de l'enquête, qui est annexé au registre

ARTICLE 6 : Un avis au public, destiné à annoncer l'ouverture de l'enquête, est affiché en mairie de par les soins du maire.

Cet affichage a lieu quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute sa durée en mairie. Le maire certifie l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, il est procédé par les soins du pétitionnaire, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Les affiches doivent être visibles et lisibles de la voie publique, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du 4 mai 2012.

L'avis d'enquête est également publié sur le site des services de l'Etat dans le Rhône – www.rhone.gouv.fr.

Cette enquête est de plus annoncée quinze jours au moins avant son ouverture par les soins du directeur départemental des territoires du Rhône et aux frais du demandeur, et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département du Rhône.

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai de l'enquête, le registre d'enquête est transmis sans délai au commissaire-enquêteur au siège de l'enquête et clos par lui.

ARTICLE 8 : Dans les huit jours après la clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur rencontre le demandeur et lui communique sur place les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse.

Le commissaire-enquêteur envoie le dossier de l'enquête au préfet (direction départementale des territoires Service Eau et Nature guichet unique au, 165 rue Garibaldi 69003 Lyon, adresse postale : CS33862 69401 Lyon cedex 03), avec ses conclusions motivées, et son avis, dans les trente jours suivant la clôture de l'enquête, ou le cas échéant dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse.

Ce délai peut être reporté sur demande argumentée du commissaire-enquêteur et après avis du pétitionnaire.

Le rapport, les conclusions motivées et l'avis du commissaire-enquêteur sont mis à disposition du public à la direction départementale des territoires- service eau et nature, en mairie de L'ARBRESLE, et sur le site des services de l'Etat dans le Rhône pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Une copie est adressée au président du tribunal administratif ainsi qu'au pétitionnaire.

Toute personne physique ou morale concernée peut demander communication des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Le préfet du Rhône est l'autorité compétente pour statuer sur la demande d'autorisation.

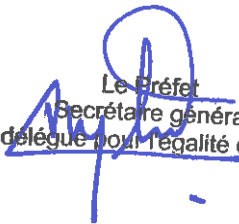
ARTICLE 9 : Le conseil municipal de L'ARBRESLE est appelé à donner son avis sur la demande dès l'ouverture de l'enquête.

Son avis doit être transmis au directeur départemental des territoires, à l'adresse indiquée ci-dessus, étant précisé que seuls peuvent être pris en considération les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête.

ARTICLE 10 : Monsieur le préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, M. le directeur départemental des territoires du Rhône, M. le maire de L'ARBRESLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au pétitionnaire, ainsi qu'à :

- M. le commissaire enquêteur
- M le président du tribunal administratif

le Préfet,


Le Préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances
Xavier INGLEBERT